

Bulletin d'histoire politique

Oublier la Révolution tranquille : une réécriture de l'histoire au service d'une idéologie

Josiane Lavallée

B
H
P

Volume 8, numéro 1, automne 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060377ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060377ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lavallée, J. (1999). Oublier la Révolution tranquille : une réécriture de l'histoire au service d'une idéologie. *Bulletin d'histoire politique*, 8(1), 7–9.
<https://doi.org/10.7202/1060377ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Oublier la Révolution tranquille: une réécriture de l'histoire au service d'une idéologie

Récemment, le livre *Oublier la Révolution tranquille*, de l'économiste Gilles Paquet, a fait renaître le débat sur le mythe de la «grande noirceur», à savoir que le Québec serait devenu une société moderne et libérale bien avant l'aurore de la Révolution tranquille. Après avoir tenté de démolir la vision d'un Québec traditionnel, étouffant dans un conservatisme notoire avant les années soixante, il est évident que certains révisionnistes tant en histoire, en sociologie qu'en économie se devaient, pour assurer ne serait-ce que leur crédibilité, de déconstruire un autre «mythe» bien ancré dans la mémoire collective des Québécois jeunes ou vieux. Cette fois-ci, l'économiste Paquet s'emploie à détruire le mythe de la Révolution tranquille. Une période qui, selon lui, n'aurait peut-être jamais dû avoir lieu dans l'histoire récente du Québec.

Devant les propos de M. Paquet, on comprend la pertinence de son analyse et surtout de ses hypothèses lorsqu'on se positionne, sur l'échiquier de l'histoire, du côté des révisionnistes. Bien entendu, s'il n'y a pas eu de «grande noirceur» avant 1960, il est logique qu'il n'y ait pas eu à l'aube des années 1960 un grand bouleversement moderniste de nature libérale. Une fois le tableau de la «grande noirceur» redessiné et blanchi de ses imperfections, il devenait primordial de noircir celui de la Révolution tranquille. S'appuyant sur des travaux en sociologie et en économie, l'économiste tente de démontrer que l'intervention accrue de l'État québécois dans les sphères sociale et économique, à partir de 1960, a considérablement nui à la croissance économique du Québec dans son ensemble, tout en engendrant l'érosion du capital social et communautaire nécessaire au développement d'une socio-économie riche en tout sens. Selon lui, il faut se tourner vers les années d'après-guerre ou duplessistes, pour voir une forte croissance économique au Québec reliée à un secteur privé hautement plus viable, où un secteur coopératif et communautaire vigoureux venait se greffer en complémentarité.

Bien entendu, en tant qu'historiens, on ne peut nier qu'il y ait eu un essor effervescent de l'économie québécoise durant les années d'après-guerre. C'est un fait indéniable et nous devons le reconnaître. Mais, octroyer tous les bienfaits de cette croissance au gouvernement de Maurice Duplessis et au capital social ambiant, c'est, à toutes fins utiles, indémontrable empiriquement, car plusieurs facteurs expliquant cette progression sont exogènes à la société québécoise. D'ailleurs, dans le cadre de cet essai, l'économiste Paquet ne s'appuie guère sur des faits empiriquement vérifiables au plan scientifique pour démontrer son hypothèse.

À la lecture de cet ouvrage, on constate le désir chez certains révisionnistes d'un retour à un État québécois modeste, prudent, à caractère libéral qui interviendrait «comme armée de réserve pour aider en cas de besoin» et «le plus localement possible pour laisser place à la société civile». Ce qui est clair dans la thèse de Paquet, c'est que la Révolution tranquille avec l'avènement d'un État interventionniste a contraint en partie les visées expansionnistes du secteur privé tant américain que canadien en sol québécois. Ainsi, l'étatisation des secteurs comme l'hydro-électricité, l'éducation, la santé et les services sociaux a accru le pouvoir de l'État québécois au détriment de l'entreprise privée à grande échelle. Toutefois, il omet d'analyser le rôle fondamental qu'a joué l'État québécois à partir de 1960 dans l'essor des entreprises québécoises et du capital québécois francophone. Sans cette aide précieuse de l'État au cours des quarante dernières années, l'économie du Québec aurait pu être encore plus dévastée, lorsque le monde occidental a connu des crises économiques profondes et des transformations technologiques sans précédent. Ces dernières alliées à la globalisation des marchés sont venues, sans contredit, déstabiliser plusieurs secteurs de notre économie.

Aucune période de l'histoire n'est exempte de tares, mais attribuer à la Révolution tranquille tous les maux de la société québécoise depuis bientôt près de quarante ans serait faire fi des progrès énormes que les Québécois ont réalisés tous ensemble depuis 1960. On a juste à penser à la Réforme de l'éducation qui a contribué à la démocratisation du savoir, ce qui a permis à près de 300 000 Québécois de détenir un diplôme universitaire entre 1974 et 1997, sans oublier la nationalisation de l'hydro-électricité, la création des sociétés d'État, la Caisse de dépôt et de placement du Québec, le Régime des rentes du Québec, l'assurance-maladie, l'assurance-automobile, la démocratisation des mœurs électorales et la loi 101 en matière linguistique pour ne nommer qu'eux. Devant tous ces projets de société, il est peut-être malaisé de dire que les Québécois sont devenus moins solidaires à l'orée de la Révolution tranquille. Pour ce qui est du degré de solidarité des Québécois à l'aube de l'an 2000 et de leur capital social, il faudra approfondir la réflexion

avant de se prononcer plus amplement. Cependant, à la suite de l'inondation au Saguenay et de la crise du verglas, il est peut-être prématuré de déclarer que la solidarité québécoise agonise sans faire une analyse plus poussée.

À la lumière de ces faits tangibles, contrairement à M. Paquet, nous ne croyons pas absolument nécessaire de déconstruire quarante ans de recherche en sciences humaines, à moins de vouloir réécrire l'histoire au service de l'idéologie néo-libérale et de l'économie sociale récupérée par les gouvernements et destinée à remplacer les politiques sociales de l'État providence. Les organismes communautaires que l'économiste Paquet valorise sont appelés à jouer le même rôle que les communautés religieuses avant la Révolution tranquille. C'est une aubaine pour le gouvernement.

Josiane Lavallée
étudiante à la maîtrise
en histoire, UQAM